



Ministero degli Affari Esteri
e della Cooperazione Internazionale

LINK 2007
COOPERAZIONE IN RETE



ASSOCIAZIONE
LE RESEAU



CISP
COMITATO INTERNAZIONALE
PER LO SVILUPPO DEI POPOLI



CARTOGRAPHIE ET ETUDE SUR LES OPPORTUNITES DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES AU BURKINA FASO.



Etude réalisée par Béliournibé Jean Thierry SOMDA

Expert National Senior en gestion des entreprises, promotion commerciale et marketing
(No 00060B2022/CAEN)

PUBLICATION MARS 2024

La cartographie a été réalisée dans le cadre du projet "Personal fulfillment as an alternative to migration" financé par la Direction Générale pour les Italiens à l'Étranger et les Politiques Migratoires (DGIT) du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale italien (MAECI). Il est mis en œuvre en partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et des organisations de la société civile qui sont les ONG internationales LVIA (Association Internationale Volontaires Laïques) et CISP (Comité International pour le Développement des Peuples), l'association de la diaspora en Italie LE RESEAU et l'association JVE (Jeunes Volontaires pour l'Environnement) au Niger, Mali et Niger.

Le projet vise spécifiquement à renforcer les capacités et les possibilités des jeunes du Niger, du Mali et du Burkina Faso à saisir les différentes opportunités d'insertion professionnelle, d'emploi, de création d'entreprises et, en général, d'épanouissement personnel, et à leur donner les moyens de prendre des décisions plus éclairées sur leur avenir en augmentant leur accès à une information adéquate sur les risques de la migration irrégulière, mais surtout sur les opportunités qui peuvent être saisies et développées dans leur propre pays.

Il se compose de 4 axes : 1) la cartographie des opportunités d'insertion professionnelle, d'emploi, de création d'entreprises au profit des jeunes, 2) l'organisation de « Opportunity Days et d'une campagne d'information et sensibilisation (à travers notamment la création de plateformes online), 3) l'organisation d'ateliers et de rencontres (en modalité hybride) entre associations de jeunes dans les trois pays, associations de la diaspora en Italie et migrants de retour, 4) le plaidoyer auprès des institutions nationales et des agences de coopération pour qu'elles promeuvent et soutiennent des programmes au profit des jeunes.





**QUELS SONT LES DISPOSITIFS
INSTITUTIONNELS ET PRIVÉS
QUI EXISTENT AU BURKINA
FASO EN MATIÈRE DE
FORMATION ET D'EMPLOI DES
JEUNES?**

✓ Défis majeurs:

- Taux de chômage des jeunes élevé à plus de 20%, limitant les opportunités d'emploi.
- Taux d'alphabétisation des adultes inférieur à 30%, limitant l'accès au secteur formel.
- Environ 80% de la population active, au niveau du secteur informel, avec des conditions de travail précaires et des revenus faibles.
- Accès limité des femmes à l'éducation, à la formation et à l'emploi.

✓ Efforts en cours et perspectives:

- Réformes gouvernementales avec la mise en place de politiques nationales de formation professionnelle, développement de programmes adaptés au marché du travail, amélioration de l'accès à la formation pour les jeunes, en particulier les femmes et les ruraux.
- Implication de la société civile et des organisations professionnelles.

✓ Malgré les défis, des progrès sont réalisés:

- Augmentation du nombre de jeunes ayant accès à la formation professionnelle.
- Perspectives d'amélioration avec des politiques publiques ambitieuses et une meilleure coordination entre les acteurs.

✓ Acteurs clés:

- État: rôle crucial dans la réglementation, le financement et la coordination.
- Société civile: collaboration pour la conception et la mise en œuvre de programmes de formation et d'insertion professionnelle.
- Organisations professionnelles: participation à l'élaboration de politiques et de programmes adaptés aux besoins du marché du travail.



STRUCTURES, INSTITUTIONS ET ACTEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, IDENTIFIÉS

Le système de formation professionnelle au Burkina Faso est en cours de réforme pour mieux répondre aux besoins du développement économique et social du pays.

Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) est responsable de la gestion du système éducatif et propose des programmes de formation professionnelle et d'insertion professionnelle.

Le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) est chargé de la promotion de la jeunesse et de la lutte contre le chômage des jeunes.

Le MSJE a créé le Fonds pour l'emploi et l'insertion des jeunes (FEIJE) pour financer des projets et des programmes qui contribuent à améliorer l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage, soutenir le développement du secteur informel, faciliter l'accès à l'emploi et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes.

Les structures de promotion rattachées au Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes œuvrant dans le cadre de la formation et d'insertion professionnelle sont :

- ✓ L'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) l'ANPE a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'emploi et de formation professionnelle. L'ANPF joue un rôle important dans le développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage au Burkina Faso. Elle contribue à l'amélioration de la qualité de la formation, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes et à la création d'emplois.
- ✓ Et l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (ANPF) a pour mission de développer et promouvoir le système de formation professionnelle et d'apprentissage. Elle doit :
 - concevoir et mettre en œuvre des politiques et stratégies nationales en matière de formation professionnelle et d'apprentissage;
 - contribuer à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle ;
 - promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes ;
 - appuyer les acteurs de la formation professionnelle et d'apprentissage.



Bon à savoir

Un Fonds pour l'Emploi et l'Insertion des Jeunes (FEIJE) a été créé en 2023 pour financer des projets et programmes dans ce domaine. Il est doté d'un budget de 50 milliards de francs CFA pour la période 2023-2025.

Par arrêté interministériel n°2023-0044/MESS/MJE/MFPTPS du 16 février 2023, le gouvernement a créé le statut de l'étudiant entrepreneur au Burkina Faso. Cette décision vise à encourager l'entrepreneuriat chez les étudiants et favoriser leur insertion socioprofessionnelle.

Ce statut permet aux étudiants de:

- bénéficier d'un accompagnement pédagogique et technique pour le développement de leur projet entrepreneurial;
- accéder à des financements et des subventions;
- obtenir des aménagements d'études;
- valoriser leur expérience entrepreneuriale dans leur cursus universitaire.

Pour obtenir le statut d'étudiant entrepreneur, les étudiants doivent :

- être inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur public ou privé au Burkina Faso;
- avoir un projet entrepreneurial innovant et viable;
- déposer un dossier de candidature auprès du Pôle Etudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (Pépité) de leur établissement.

L'arrêté définit également les droits et les obligations des étudiants entrepreneurs, ainsi que les modalités d'accompagnement et de suivi de leur projet.

Le bureau de Bilan de Compétences et Accompagnement est une structure d'accompagnement des étudiants entrepreneurs créée par l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou. Il propose les services suivants:

- Bilans de compétences;
- Conseils et accompagnement individualisé;
- Formations en entrepreneuriat;
- Accès à un réseau d'experts et de partenaires.

Enfin, Burkina Suudu Bawdè (BSB) est un établissement à caractère administratif regroupant Agence Nationale de la Formation Professionnelle (ANP), le Centre d'Enseignement et de Formation Professionnelle de Ouagadougou (CEFPO), le Centre de Formation Professionnelle et d'Insertion de Bobo-Dioulasso (CFPI-B), le Centre de Formation Professionnelle Rurale de Ziniaré (CFPRZ) et le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de la Certification (SPCNC).

Le BSB doit améliorer la qualité de la formation professionnelle et l'insertion professionnelle des jeunes.



LES STRUCTURES PUBLIQUES EN LIEN AVEC LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE AU BURKINA FASO

Il existe un large éventail de structures publiques en lien avec la formation et l'insertion professionnelle au Burkina Faso. Ces structures interviennent à différents niveaux : formation, financement, accompagnement. Leur objectif est de contribuer à la réduction du chômage et à la promotion de l'emploi des jeunes.

1. Structures publiques de formation professionnelle

- ✓ **Centres de Formations Professionnelles (CFP)** : 27 centres répartis sur l'ensemble du territoire national. Offrent des formations qualifiantes et diplômantes dans divers domaines.
- ✓ **Centres de Formation Professionnelle de Référence (CFPR)** : 12 centres répartis sur l'ensemble du territoire national. Offrent des formations diplômantes de haut niveau.
- ✓ **Centre de Formation Professionnelle / Centre d'Incubation (CFP/CI)** : Offre 19 métiers et ambitionne de former environ 2 500 jeunes par an.
- ✓ **Centre de Formation Professionnelle Industrielle de Bobo-Dioulasso (CFPI-B)** : Prépare 6 Brevets Professionnels de Technicien (BPT) et 6 Brevets Professionnels de Technicien Spécialisé (BPTS).
- ✓ **Centre de Formation Féminine et Artisanale (CFFA)** : Offre des formations dans les domaines de la broderie, la tapisserie et la couture.
- ✓ **Ecoles de formation professionnelles du MENAPLN**: 12 écoles accessibles aux titulaires du BAC + 2.

2. Structures publiques de financement de la formation professionnelle

- ✓ **Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)** : Finance des projets de création et de développement de micro-entreprises.
- ✓ **Fonds d'appui au Secteur Informel (FASI)** : Octroie des prêts aux opérateurs du secteur informel.
- ✓ **Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ)** : Finance des projets portés par des jeunes entrepreneurs.

3. Structures publiques d'accompagnement à l'insertion professionnelle

- ✓ **Centres d'Appui à l'Emploi (CAE)** : Accompagnent les demandeurs d'emploi dans leur recherche d'emploi.
- ✓ **Centres d'Information et d'Orientation (CIO)** : Aident les jeunes à définir leur projet professionnel et à trouver une formation adaptée.
- ✓ **Centres d'orientation et de formation professionnelle (COFOP)** : Offrent une offre intégrée d'orientation, de formation et d'insertion professionnelle.
- ✓ **Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE)** : Exécute la politique du gouvernement en matière d'emploi et de formation professionnelle.
- ✓ **Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes (FIPJ)** : Finance des projets d'insertion professionnelle des jeunes.
- ✓ **Groupement d'Intérêt Public / Programme National de Volontariat au Burkina (GIP/PNVB)** : Promouvoir et développer l'engagement volontaire au Burkina Faso.

4. Autres types de structures

- ✓ **Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle (ONEF)** : Réalise des études et de la recherche sur le marché du travail.
- ✓ **Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF)** : Promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des entreprises.



LES STRUCTURES PRIVÉES EN LIEN AVEC LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso dispose de plusieurs structures de formations et d'appui à l'entrepreneuriat, telles que instituts de formation du supérieur, les centres de formation professionnel et techniques du privés, les incubateurs, les centres d'affaires, les fonds d'investissement, et des réseaux d'accompagnement, etc.

1. Structures de formation

✓ Instituts supérieurs de formation privés

Le Burkina Faso compte un grand nombre d'instituts privés d'enseignement supérieur qui dispensent des formations techniques et professionnelles dans divers domaines. Pour le nombre, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI) a publié une liste des établissements privés d'enseignement supérieur agréés. La dernière version de cette liste, datant de 2021, recense 117 établissements. Le rapport 2021 sur les IPES (Instituts Privés d'Enseignement Supérieur) du Ministère de l'Enseignement Supérieur mentionne 131 IPES dont 17 universités et 114 instituts et écoles.

✓ Centres de formation privés

Les chambres de commerce, d'artisanat et d'agriculture du Burkina Faso disposent de centres de formation professionnelle qui dispensent des formations dans les métiers respectifs de chaque chambre.

Il s'agit de :

- Centre de Formation Professionnelle de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCIBF)
- Centre de Formation Professionnelle de la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso (CMA-BF)
- Centre de Formation Professionnelle de la Chambre Nationale d'Agriculture du Burkina Faso (CNA-BF)

2. Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat

Le Burkina Faso dispose d'un certain nombre de structures privées qui accompagnent les entrepreneurs dans la création et le développement de leurs entreprises.

✓ Incubateurs et accélérateurs:

- BBI (Burkina Business Incubator)
- Beogo Lab
- CréaHub
- JokkoLabs
- KeoLID Innovation Hub
- SiraLabs
- ✓ WakatLab

✓ Autres structures d'accompagnement:

- Agence de Financement et de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (AFP-PME)
- La Fabrique
- Centre d'expertise et d'incubation A.Kri
- Centre d'Incubation et d'Accompagnement des Entrepreneurs (CIAE)
- Dispositif entrepreneurial de 2iE





QUELLES SONT LES OPPORTUNITÉS
DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES
AU BURKINA FASO ?

OPPORTUNITÉS DE FORMATIONS ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE AU BURKINA FASO

- ✓ **Formations formelles offertes par des institutions publiques et privées**
 - 49 formations pour le niveau secondaire
 - 122 Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche (IESR)
 - Domaines d'expertise : eau, environnement, génie électrique, génie civil, commerce, transport, agroalimentaire, tourisme
- ✓ **Formations informelles offertes par le monde associatif et les artisans**
 - 23 formations courantes
 - Domaines d'expertise : agriculture, élevage, artisanat, mécanique, informatique
- ✓ **Opportunités d'insertion professionnelle**
 - Fonction publique : avec une moyenne des recrutements par concours de la fonction publique au Burkina Faso de 2020 à 2023 est de 9 628 postes à pourvoir pour 1 543 172 de candidatures. Ce qui signifie que le ratio moyen de candidatures est de 160,2 candidatures par poste. Ce ratio est élevé et indique une forte compétition pour les postes disponibles dans la fonction publique.
 - Secteur informel offre des opportunités d'emploi dans les métiers de l'agriculture, des mines et de l'artisanat.
 - Appui à l'auto-emploi existe et est fourni par l'état et les institutions associatives et les ONG : accès aux facteurs de production, formation à l'entrepreneuriat
- ✓ **Points clés**
 - Le secteur informel est le principal pourvoyeur d'emplois.
 - L'Etat ne peut pas absorber tous les demandeurs d'emploi.
 - L'appui à l'auto-emploi est une solution importante.

Bon à savoir

Résultats de sondage auprès de jeunes du Burkina Faso

✓ **Métiers de base et métiers actuellement exercés:**

- Agriculture, élevage, petits métiers artisanaux
- 70% des jeunes exercent le métier qu'ils maîtrisent

✓ **Volonté et raisons d'apprendre un autre métier:**

- 89% des jeunes veulent apprendre un autre métier
- 42% pour des raisons financières
- 29% pour vivre leur rêve (création d'entreprise)

✓ **Métiers visés:**

- Electricité bâtiment, agro-business, construction bâtiment, cuisine et restauration, couture...

✓ **Secteurs ayant un avenir car répondent aux besoins croissants de la population:**

- Agriculture et élevage
- Transformation alimentaire
- Bien-être
- Métiers des services
- Nouvelles technologies
- Développement durable
- Economie sociale et solidaire



1. Apiculture
2. Aviculture traditionnelle améliorée et production de poulets de chair
3. Boulangerie
4. Boulangerie pâtisserie
5. Broderie
6. Conception de moules
7. Conception et réalisations de meubles en bois
8. Construction maçonnerie
9. Dessin bâtiment
10. Electricité bâtiment et énergie solaire
11. Electromécanique
12. Electromécanique et automate programmable industrielle
13. Electronique et énergie solaire photovoltaïque
14. Electronique industrielle
15. Embouche bovine
16. Embouche ovine
17. Embouche porcine
18. Extraction et conditionnement des huiles comestibles
19. Extraction et conditionnement du lait de soja
20. Extraction et conditionnements de jus de fruits
21. Fabrication de briques en ciment et en terre
22. Fabrication de craie
23. Filtration et conditionnement de l'eau potable
24. Froid et climatisation
25. Informatique et télécommunication
26. Insémination artificielle chez les bovins
27. Maintenance des équipements de froid
28. Maintenance et réseau informatique
29. Mécanique automobile cycle motocycles et agricole
30. Mécanique de précision
31. Métreur projeteur
32. Pâtisserie
33. Pisciculture
34. Production d'œufs de consommation
35. Production de bouteilles en plastique
36. Production de capsules en plastique
37. Production de pointes en acier
38. Production de tubes de canalisation électrique
39. Production de vaisselle en plastique
40. Production de verre en papier
41. Production des serviettes en papier
42. Production des vis à bois
43. Production du papier toilette
44. Production et transformation laitière
45. Réparation de téléphones portables
46. Tapisserie Haute laine
47. Techniques informatiques
48. Transformation de la tomate



Difficultés rencontrées par les jeunes dans le cadre de leur insertion professionnelle

Malgré les opportunités identifiées le **taux de chômage est élevé**. Les difficultés citées ci-dessus empêchent les jeunes et les femmes de profiter des opportunités disponibles.

On peut citer :

- ✓ inadéquation des compétences des jeunes aux besoins du marché du travail.
- ✓ Faible niveau d'employabilité de la population en âge de travailler.
- ✓ Manque de formation dans les secteurs porteurs d'emplois (agro-sylvo-pastoral, métiers du tertiaire).
- ✓ Faible offre de formation en milieu rural.
- ✓ Non valorisation des parcours informels d'acquisition des compétences.
- ✓ Forte croissance de la population jeune qui constitue un atout pour le développement économique, mais aussi un défi en termes d'insertion professionnelle.
- ✓ La faible qualification de la main-d'œuvre est un frein au développement économique du Burkina Faso.
- ✓ Une forte prédominance du secteur informel avec plus de 90% des emplois, qui offre peu de protection sociale et de droits pour les travailleurs.
- ✓ La fréquente inadaptation entre la formation et le marché du travail, cause des difficultés pour les jeunes diplômés à trouver un emploi.
- ✓ Le taux de chômage est particulièrement élevé chez les jeunes diplômés.





RECOMMANDATION

✓ Améliorer la qualité des formations, diversifier les offres et les adapter aux besoins du marché du travail.

- ✓ Renforcer les capacités des acteurs du secteur informel et les accompagner dans leur formalisation.
- ✓ Mettre en place des politiques et des programmes d'appui aux jeunes entrepreneurs.
- ✓ Favoriser le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans l'insertion professionnelle des jeunes.

Au niveau des ONG :

- ✓ Collecter des données sur les groupes vulnérables.
- ✓ offrir des services de formation et d'accompagnement à la recherche d'emploi.
- ✓ Mener des campagnes de sensibilisation sur l'éducation et la formation.
- ✓ Organiser des événements sur l'emploi des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables.
- ✓ Soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des personnes vulnérables.

Au niveau de l'état :

- ✓ Financer des programmes de formation et d'accompagnement à l'emploi.
- ✓ Mettre en place des politiques pour la création d'emplois.
- ✓ Mettre en place des programmes d'éducation et de formation inclusifs.
- ✓ Créer des mécanismes de soutien aux jeunes femmes entrepreneures.
- ✓ Promouvoir l'égalité des chances dans l'éducation, la formation et l'emploi

Au niveau des organisations professionnelles :

- ✓ Coordonner leurs efforts avec les pouvoirs publics et les ONG.
- ✓ Développer des programmes de formation adaptés aux besoins des employeurs.
- ✓ Sensibiliser les employeurs aux avantages de la diversité et de l'inclusion.

